

Lettre ouverte à la Communauté Internationale, à la Mission de Suivi des Elections à Madagascar, au GIS-M, au PNUD

MADAGASCAR: ELECTIONS EN DANGER, CRISE INEVITABLE !

La situation qui prévaut actuellement dans le pays ne rend point optimiste quant à la crédibilité du processus électoral dont les scrutins sont prévus se tenir cette année. Les faits sont les suivants:

- A 8 mois des élections, les dates ne sont toujours pas arrêtées officiellement ;
- les projets de lois électorales ouvrent la voie pour empêcher la candidature de Marc Ravalomanana. Ils utilisent sa condamnation, prononcée par un tribunal incompétent et les litiges fiscaux sur sa société. Tous deux issus des décisions du régime putschiste de 2009 et toujours en vigueur malgré les recommandations de la feuille de route de sortie de crise;
- Des voix autorisées émanant du pouvoir ont maintes fois déclaré vouloir reporter les échéances électorales;
- Les listes électorales et celle des bureaux de vote ne sont pas accessibles au grand public et aux partis de l'opposition. Cela permet la présence d'électeurs fantômes et est contraire à ce qui a été convenu lors des réunions sous l'égide du PNUD et en présence de tous les partis politiques;
- la présence de la CENI dans le processus électoral inaugure déjà en amont la possibilité d'une crise électorale. La question sur sa neutralité et son indépendance, prévue par la loi 2015-020, se pose toujours de façon pertinente, en raison de la majorité des membres qui sont acquis au régime et notamment la fonction occupée par le propre frère du chef du parti présidentiel HVM et par ailleurs président du Sénat, au sein de la CENI en tant que Directeur du Système d'Information.

Nous dénonçons également la méthode antidémocratique de ce régime qui se sert de toutes les prérogatives de la puissance publique (médias publics, l'armée, l'appareil judiciaire, les autorités locales, les deniers publics) pour privilégier son candidat et neutraliser ses adversaires :

- La répression de l'armée jusqu'aux violations de domicile et destruction des biens d'autrui semblent systématiques pour intimider les partisans de l'opposition en utilisant l'appareil judiciaire;
- Les médias publics comme la RNM et la TVM sont quasi-exclusivement devenus un outil gratuit entre les mains du régime pour faire sa propagande et dénigrer ses adversaires politiques ;
- Les 80 radios et TV restent toujours fermées pour l'opposition depuis 2009 dont Radio Fahazavana, Radio Mada, MBS TV, MBS Radio
- Les manifestations publiques de l'opposition sont toujours violemment réprimées par les autorités locales. C'est le cas du parti de l'ancien président Ravalomanana TIM à Tuléar (06 janvier 2018) et à Fort Dauphin (21 janvier 2018).
- Les autorités locales comme la préfecture, les chefs de région et de district ne sont que des instruments d'intimidation et de facilitation de toutes manœuvres électorales dans le but de faire élire le candidat du pouvoir.

Aussi, vous considérant comme garant des prochaines élections, nous vous demandons de revoir tout le dispositif du système électoral, notamment:

1. l'organisation de la CENI afin de garantir sa neutralité avant les élections ;
2. la garantie de l'inclusivité pour les prochaines élections telle que le Parlement européen l'a préconisée dans sa Résolution en date du 16 novembre 2017 ;
3. l'obligation de tous les médias à observer strictement le principe de neutralité;
4. l'ouverture de toutes les radios et TV fermées après le coup d'Etat de 2009 ;
5. la garantie de la liberté d'expression et le respect des droits civiques et politiques de tous les citoyens.

Il y va de l'avenir des 23 millions de Malagasy !